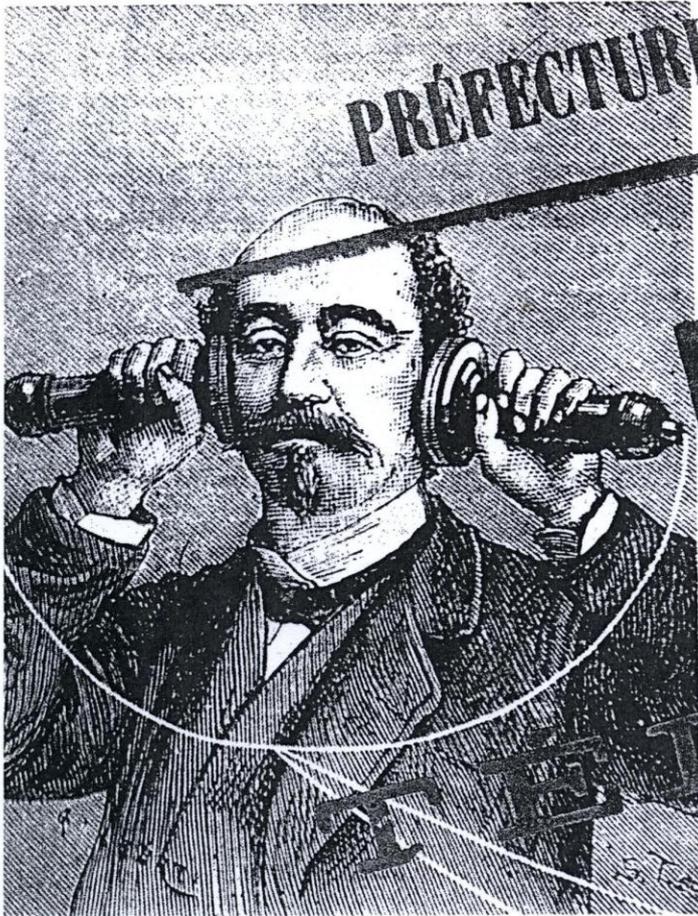


HISTOIRE

Naissance d'un réseau

1877-1891

PAR FREDERIC NIBART



PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE

RÉSE

TELEPH

DE ROUEN

AP

DÉPARTEMENT DE LA SEI
ional de la Légion

SEINE-INTERIEURE

Avant l'Exposition Internationale d'Electricité de Paris en 1881, le téléphone n'était pas encore entré dans les mœurs et l'on ne croyait guère à son avenir. Une région toutefois, la Normandie, alors en plein essor économique, va jouer un rôle notable dans son implantation. C'est la Société Industrielle de Rouen, qui va en être l'instigatrice. Les applications possibles du téléphone, la mise en place d'un véritable réseau, telles sont les différentes étapes d'une évolution que cet article vous invite à suivre.

AUX N'1 Q U E S DU HAVRE



RÉTÉ

FÉ-
neur, chaussées et aux frais de l'Administration des Postes et des Télé-
graphes, à l'élagage et à la coupe des plantations mentionnées à
l'article précédent.

Les supports et attaches fixés sur les propriétés et les
non clos pour soutenir ou recevoir les
les propriétaires ou tiers
elle du pré-



Personne parlant. M. GOUAULT. Personne écoutant.

Si personne, ou presque, ne croit au développement du téléphone en France avant l'Exposition Internationale d'Electricité de Paris en 1881 (1), il en est tout autrement en Normandie et plus précisément en Seine-Inférieure, l'actuel département de Seine-Maritime dont Rouen et Le Havre sont les villes principales.

A cette époque, mis à part l'activité traditionnelle de la pêche, le commerce maritime est florissant et la région est en pleine croissance économique.

Les industries dominantes sont les filatures et teintures des tissus de coton et de laine, la fabrication des toiles de lin, des draps et des tissus de coton, les fameuses « indiennes » de Rouen. Un petit groupe d'industriels fonde, en 1872, la Société Industrielle de Rouen afin de défendre leurs intérêts.

Le rôle moteur de la Société Industrielle de Rouen

Composée de six comités : chimie, mécanique, art industriel, histoire naturelle et hygiène, commerce et statistique, utilité publique, la Société Industrielle se définit elle-même comme « une association ouverte à toutes les bonnes volontés étudiant les applications des découvertes de la science, cherchant à propager l'instruction technique, s'efforçant de vulgariser les procédés industriels, en un mot, travaillant à faire la lumière » (2).

Au sein du comité de mécanique se trouvent M. Gouault, ingénieur, ancien élève de l'Ecole polytechnique et M. Dutertre, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, et ancien collaborateur de l'Administration des télégraphes. Apprenant par les journaux la découverte « d'un admirable instrument appelé le Téléphone » (3), MM. Gouault et Dutertre vont construire des appareils, les expérimenter et les présenter lors de conférences publiques organisées à Elbeuf et à Rouen, en décembre 1877. L'auditoire est impressionnant : la quasi totalité des

membres de la Société Industrielle d'Elbeuf (180 personnes), presque tous les adhérents normands de la Société Industrielle de Rouen (500 personnes) et une foule considérable de curieux.

Une conférence du même genre est organisée au Havre, en février 1878, devant 2000 personnes. La ville du Havre, en raison de son port de commerce et des échanges maritimes fructueux avec les Etats-Unis, est alors très sensible à l'influence américaine.

Après avoir présenté l'appareil, les conférenciers en donnent le principe, passent aux expériences bien réelles avec deux téléphones reliés à 300 mètres de distance. Ils poursuivent par ce que pourraient être les premières applications du téléphone : « Il remplacera, dans un avenir rapproché, les tuyaux acoustiques des habitations privées et manufactures. Il rendra de grands secours, en campagne, pour le service des avant-postes, des reconnaissances des aérostats militaires. On peut espérer même l'utiliser pendant les batailles, lorsqu'il sera devenu plus puissant » (2).

Il n'est pas encore question de réseau, mais la guerre de 1870 est trop récente pour ne pas évoquer les possibles applications militaires du téléphone. Enfin, les conférenciers, emportés par leur élan se lancent quelquefois dans des considérations plus philosophiques, très caractéristiques de cette fin de dix neuvième siècle : « Dans le téléphone, la force se transforme en électricité et vice-versa ; qui pourrait dire qu'un jour la chaleur solaire, la force des chutes d'eau ou des vents ne pourront être utilisés de même, nous donner de l'électricité, laquelle fournira à son tour du mouvement ! Ne faut-il pas prévoir le jour où le charbon, source unique de la chaleur utilisée industriellement, viendra à nous manquer ? » (4).

La Société Industrielle de Rouen va alors jouer un rôle extraordinaire d'information en publiant le récit complet illustré de schémas dans son bulletin de janvier 1878. Ce bulletin est en effet envoyé à travers la France et le monde : la société regroupe près de 700 adhérents dont un ou deux dans chaque département français et dans la plupart des pays étrangers : Etats-Unis, Russie, Angleterre, Espagne, Autriche, Allemagne, Belgique, Suisse, Hollande, etc.

Des applications multiples

C'est M. Dutertre qui, le premier, va trouver une application un peu plus concrète pour le téléphone, considéré jusqu'alors comme « un magique petit instrument » (5). En juillet 1878, il installe un fil téléphonique entre sa maison et la mairie de la commune de La Vaupalière dont il est le maire. Puis, peu à peu, il ajoute de nouveaux fils et constitue rapidement un véritable réseau de six stations reliant la mairie, la recette des contributions indi-

Rouen-Exposition

Pl. XXXII



CADRE DU MENU DU BANQUET

Offert par la Commission de l'Exposition, le 22 août 1878, aux lauréats ayant obtenu le Diplôme d'honneur, aux auteurs, aux membres des jurys et aux collaborateurs de l'Exposition.

rectes, le domicile du garde-champêtre, le presbytère, la maison de l'adjoint au maire et le domicile du maire. Il va même jusqu'à relier son réseau au chef-lieu de canton distant de quatre kilomètres.

Pour régulariser la situation, M. Dutertre fait la demande officielle de son réseau en mai 1879 et écrit : « Les avantages généraux de cette installation seraient de relier les extrémités de la commune à la mairie d'où seraient expédiés des ordres, il serait alors facile d'obtenir promptement les secours des Sapeurs Pompiers ou de la Gendarmerie » (6).

Il écrit aussi au directeur ingénieur des télégraphes de Rouen : « Ce fil a fait ses preuves ; gendarmes, contrôleur des contributions directes et indirectes, percepteur, agent-voyer, l'ont tous employé pour avoir des renseignements plus prompts ; des malfaiteurs, des conducteurs de voiture, ivres ou sans lanterne, ont pu être arrêtés, signalés au passage par le secrétaire de mairie » (6).

Quelque temps plus tard, M. Dutertre présente à ses collègues de la Société Industrielle, un projet de « téléphonie administrative dans les communes rurales et de son application au service public » (2). Ce projet, après avoir montré la nette supériorité du téléphone sur le télégraphe, jette les bases d'un réseau complet qui relierait les treize communes du canton. Il ne s'agit pas « d'une exploitation privée, mais bien d'un réseau qui a pour but les intérêts de la commune, les intérêts du canton et les intérêts du département » (2).

Ayant pris contact avec les compagnies exploitant le téléphone à Paris, il évalue le coût total du réseau à 6 500 francs. Pour rentabiliser le réseau, il propose que : « le téléphone administratif soit autorisé à servir les particuliers pour les communications privées. Cela créerait une source de revenus qui pourrait être employée à la défalcation des premières dépenses d'installation, à la satisfaction des frais d'entretien, à la rémunération des employés ou des personnes employées à la manipulation et au soin des appareils » (2).

Ce sont ces principes qui seront appliqués, quatre ans plus tard, sur les premiers réseaux construits par l'Etat. Les applications sont également clairement énoncées : communications administratives d'un point à l'autre de la commune, propagation rapide de nouvelles d'intérêt général, secours en cas d'incendie ou d'accident, etc.

Très intéressée par ce projet, la Société Industrielle le présente au Conseil Général et au Préfet comme une innovation. Elle écrit cependant : « malheureusement dans notre beau pays, tout ce qui est innovation rencontre le plus souvent des entraves diverses et puissantes, on a à compter sur la routine, l'ignorance, les superstitions... » (2). Personne n'y donnera suite, si ce n'est une demande d'enquête du Ministre qui écrit en juin 1881 : « J'ai tout lieu de craindre aujourd'hui que la

MAIRIE DE HAVRE
SECRETARIAT
Lettre Analysee N° 51028

MOORE & HENRY
28 JUL 8
HAVRE

COMPAGNIE DES TÉLÉPHONES
SOCIÉTÉ ANONYME
CAPITAL 5 MILLIONS DE FRANCS
AGENCE DE HAVRE
33, Rue de la Bourse, 33

Havre, le.

Monsieur de Mau
Hotel de Ville

Monsieur
Nous avons l'honneur de vous avoir
M. Boucherot Chef Surveillant des Télé
et nous nous trouver hier pour nous
est prêt à commencer les travaux
des fils téléphoniques
Nous n'attendons donc absolument
de votre Conseil Municipal au sujet
des droits de voirie, pour nous mettre
X...in
Après M. Le Ma
in des Vos Civ.

Monsieur

COMPAGNIE
AGENC





Jules Siegfried, maire du Havre, signe en 1880 avec la Société Générale des Téléphones le premier contrat d'abonnement téléphonique.

ligne ne serve à tout autre chose qu'à l'usage auquel elle était primitivement destinée » (6).

Heureusement pour M. Dutertre, une discrète vérification des gendarmes permet au Préfet de répondre : « Le fil ne sert que dans un intérêt administratif et général » (6).

En ce début d'année 1878, une grande partie des décideurs normands a donc découvert et expérimenté le « Téléphone Bell ». C'est donc pratiquement en terrain conquis que la Société Générale des Téléphones (SGT) va s'installer en Normandie.

L'apparition des premiers réseaux

En 1879, l'Administration des Postes et Télégraphes autorise la création et l'exploitation du réseau de Paris par des sociétés privées. En 1880, la Société Générale des Téléphones du Havre installe les réseaux de Lyon, Marseille et Bordeaux.

En mars 1880, la SGT s'installe au Havre. A cette époque, la ville du Havre est en pleine croissance économique. Le maire du Havre, Jules Siegfried, considère le téléphone comme une nécessité économique. Après ses voyages en Angleterre, aux Etats-Unis et respecté pour la fabuleuse fortune qu'il a rapportée de l'Inde, grâce à son commerce du coton Jules Siegfried est un homme de progrès social. Créateur de l'école laïque et grand défenseur de l'hygiène publique, il est également favorable à tout ce qui peut contribuer à développer le grand commerce (7).

La SGT présente ses appareils à la Bourse en présence des principaux négociants, des membres de la Chambre de commerce et des courtiers. Pour montrer l'exemple, Jules Siegfried signe le premier contrat téléphonique ; une certaine autres vont bientôt suivre. Pour favoriser le développement du téléphone, la municipalité autorise la Société Générale à établir les appuis et supports nécessaires à la construction du réseau sur les édifices publics. Elle obtient en échange l'établissement et le service gratuit de neuf lignes municipales. Dès la première année, Le Havre possède donc un véritable réseau urbain. Les 110 abonnés peuvent communiquer entre eux, ils ont aussi l'accès aux pompiers, aux postes de police, à l'hôtel de ville et à l'Hôtel de ville. Le réseau est très structuré, il se compose de huit lignes à forte capacité s'articulant autour du bureau central, rue de la Bourse.

La Société Générale des Téléphones résultant de la fusion de trois sociétés françaises détentrices de brevets américains s'installe à Rouen en 1882. La ville est alors en pleine mutation. Elle sort à peine d'une crise du textile provoquée d'abord par le traité de libre échange qui ouvre les portes à la concurrence anglaise, puis p-

CONTRAT D'ABONNEMENT

LES SOUSSIGNÉS,

TÉLÉPHONES, représentée par MM. MOORE & HENROU

Et M Jules Siegfried

demeurant à 20 Rue de la Côte

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

M Jules Siegfried

s'engage et souscrit présentement à la COMPAGNIE DES TÉLÉPHONES, un an

un abonnement de un an payables par semestre et d'avance, à raison de quatre cents francs l'an, à compter du jour où la COMPAGNIE DES TÉLÉPHONES, engage, aura posé 1 fil téléphonique et installé 1

téléphone aux endroits indiqués dans les locaux occupés par M Jules Siegfried

dans la maison au Havre n° 20 rue de la Côte

conformément aux conditions d'abonnement qui précèdent. Fait double au Havre, le 15 Mai 1880

SIGNATURE DE L'ABONNÉ,

SIGNATURE DE LA SOCIÉTÉ

Moore & Henrou

la guerre de Sécession qui tarit les importations de coton américain. La Société Générale met en service ses premiers abonnés en janvier 1883.

Les difficultés surgissent de toutes part ; les Rouennais sont réticents à donner l'autorisation nécessaire pour installer les supports sur leur maison, la municipalité refuse d'installer les potelets sur les édifices publics. Il en résulte un réseau non structuré, constitué d'une multitude de fils nus sans artère de grande capacité. Cette mauvaise entente favorise la naissance d'une dizaine de réseaux privés. Tous ces réseaux sont absolument fermés, les abonnés de la Société Générale ne peuvent communiquer ni avec la police ni avec les pompiers, il en est de même pour le réseau des ponts et chaussées, du port, des tramways...

Cette situation n'est pas sans inquiéter certains esprits plus clairvoyants que la plupart des décideurs. Ainsi, M. Roland, ingénieur en chef et président du Conseil d'Arrondissement de Rouen écrit : « Je crois devoir appeler de nouveau l'attention de l'Administration sur l'intérêt qu'il y aurait à faire une étude d'ensemble des différents réseaux téléphoniques municipaux. En installant successivement des lignes particulières pour chaque service, on s'est privé de la possibilité de leur permettre de communiquer entre eux, de plus on s'est exposé à des doubles emplois, d'abord dans la dépense d'installation, ensuite dans les redevances payées à l'Etat » (8). Résultat pratique : à la fin de l'année 1888, le réseau de Rouen ne compte que 148 abonnés.

La création du réseau téléphonique d'Elbeuf suit un cheminement différent. Comme l'Administration des Postes et Télégraphes commence à réaliser ses propres réseaux (Reims et Roubaix sont inaugurés le 1^{er} avril 1883), la Société Industrielle d'Elbeuf repousse les propositions de la Société Générale du Téléphone et entreprend des démarches auprès du ministère. Le téléphone est présenté aux commerçants et industriels comme un outil permettant de contribuer « à ramener l'activité dans l'industrie elbeuvienne » (9).

Elbeuf est alors une ville de 23 000 habitants, réputée pour la fabrication des draps et des lainages. Comme certains hésitent encore à s'engager, la Société Industrielle et la Chambre de commerce écrivent : « Nous faisons appel aux négociants, manufacturiers, propriétaires, officiers ministériels et fournisseurs qui peuvent souscrire et dont les intérêts sont intimement liés à la prospérité d'Elbeuf. Si le téléphone ne leur rend pas un service immédiat, ils n'en recueilleront pas moins les profits à bref délai. C'est surtout en temps de crise qu'il faut savoir agir énergiquement et profiter de tous les remèdes efficaces qui nous sont offerts. Il dépend de nous d'être dotés d'un réseau téléphonique qui nous mettra en communi-

cation avec Rouen, Le Havre et Paris. Saisissons l'occasion et ne la laissons pas échapper » (9).

Le réseau est inauguré en novembre 1884 avec 47 abonnés. L'abonnement annuel est de 200 francs contre 400 francs sur les réseaux exploités par la Société Générale. Par contre les abonnés ont à leur charge les frais d'établissement de leur ligne et de l'installation intérieure, poste et sonnerie : environ 375 francs pour une ligne de 1 kilomètre dont 150 francs pour la ligne, 150 francs pour l'appareil et la sonnerie et 75 francs pour les piles et accessoires.

Des abonnés fortunés

Les premiers abonnés sont, pour l'essentiel, des négociants, des manufacturiers, des armateurs, des courtiers en marchandises. Parmi ceux du Havre, se trouvent aussi un épicier, un confiseur, un hôtelier et quelques particuliers aisés. Dès 1879, le Journal de Rouen démontre l'utilité du téléphone : « Le banquier, l'homme d'affaires, le négociant, l'industriel, le directeur d'usine ou de théâtre, l'officier ministériel, etc, peuvent transmettre à leurs correspondants, sans déplacement, de vive voix, des commandes, des ordres, des renseignements de toute nature, et en recevoir sans dépense, sans perte de temps, sans crainte d'indiscrétion, ni d'erreur » (4).

Pour 400 francs par an, la Société Générale des Téléphones met à la disposition de ses abonnés un fil, un appareil téléphonique et la liste des abonnés. C'est, pour l'époque, une somme considérable : une demoiselle du téléphone touche un salaire annuel de 800 francs ; la nourriture, l'entretien et le logement d'un ouvrier vivant seul est évalué à 780 francs. Cette cherté du téléphone explique la prolifération des lignes d'intérêt privé qui vont se multiplier au détriment de la création d'un vrai réseau. Pour environ 700 francs à la construction, avec un fil, deux appareils, les sonneries et les piles, et 15 francs par an et par kilomètre pour l'entre-

731

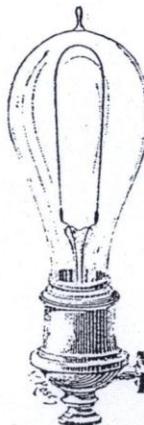
ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE

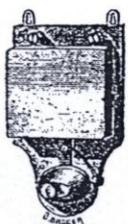
CH. MILDÉ FILS & C^{IE}

26, Rue Laugier, Paris

Entrepreneurs de l'Etat, de la Ville de Paris, du Sénat, de l'Hôtel-de-Ville de Paris, du Palais du Louvre, des Ministères, des Chemins de Fer, des grandes Administrations de l'Exposition Universelle de 1889.

SEULS CONCESSIONNAIRES DE TOUTS LES TRAVAUX DE PARATONNERRE DE LA VILLE DE PARIS





INSTALLATIONS

POUR

Etablissements industriels, Châteaux, Administrations, Maisons de Commerce et d'Habitation, Sonnerie et Téléphonie électriques, Sonnerie à air, Porte-voix, Paratonnerre.

ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE, ARG & INCANDESCENCE

SUCCURSALES : A ROUEN, 32, rue Beffroy ; Au HAVRE, 13, place de l'Hôtel-de-Ville.

E. BRICARD, REPRÉSENTANT.

Apparition des premières publicités relatives au téléphone.



Adolphe Cochery, ministre des Postes et Télégraphes, inaugure le 1^{er} janvier 1885 la première liaison téléphonique interurbaine Le Havre-Rouen.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES
(RÉSEAUX TÉLÉPHONIQUES & CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES)

Société anonyme au capital de 25 000 000 de francs.

AGENCE DE ROUEN

Un industriel peut relier son bureau et sa fabrique, un confrère ou son domicile.

Conscient de ce problème, le maire du Havre tenta une démarche auprès du Directeur de la Société Générale des Téléphones de Paris. Celui-ci répondit : « Vous reprochez à notre société de n'être pas démocratique et d'éloigner par des prix élevés la demande d'un grand nombre de personnes. Je vous dirai, Monsieur le Maire que, dans ma pensée, il faut absolument renoncer à voir pénétrer l'usage du téléphone dans les familles peu aisées ou dans les petites industries. Il ne faudrait même pas désirer ce résultat. Vous savez que chaque ligne téléphonique est absolument distincte de toutes les autres et qu'il faut un fil spécial pour chaque abonné. Dès lors, comment concevoir une ville dans laquelle circulerait des milliers et des milliers de fils, soit au travers des rues, soit dans les égouts ? Chacun ne pourra pas plus avoir son téléphone qu'il ne peut avoir sa voiture particulière, les voies de communications n'y suffiraient pas » (10).

Monsieur le Maire
J'ai l'honneur
Arrêtez
avec

| | 1887 | 1889 | 1891 |
|-----------------------|-------|--------|--------|
| Rouen-Le Havre | 2 635 | 7 935 | 13 721 |
| Rouen-Elbeuf-Éouviers | 422 | 677 | 2 382 |
| Paris-Le Havre | 8 903 | 22 282 | 30 053 |
| Paris-Rouen | 1 586 | 13 000 | 28 667 |
| Paris-Dieppe | | | 2 678 |
| Rouen-Dieppe | | | 2 614 |
| Le Havre-Dieppe | | | 318 |
| Paris-Elbeuf | | | 536 |

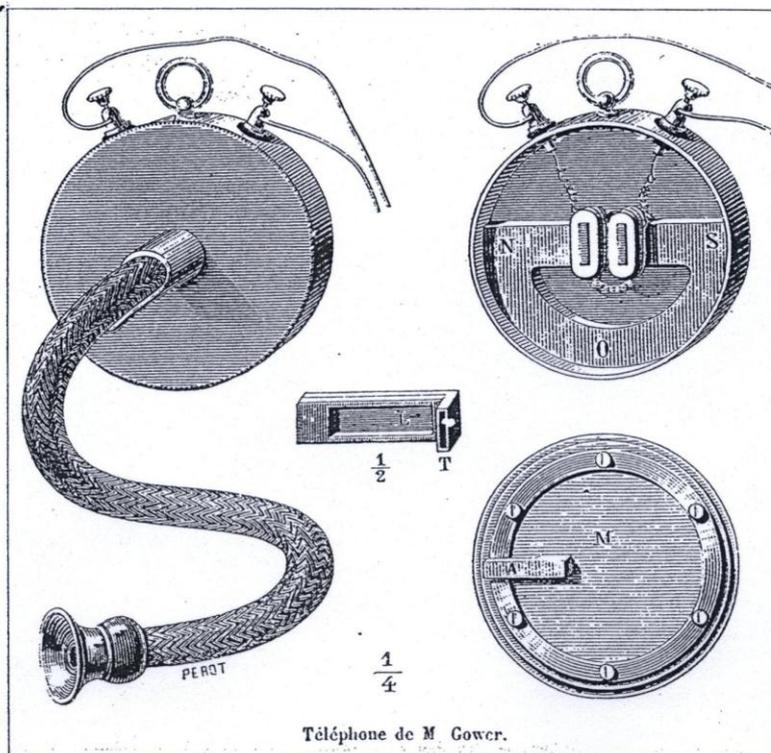
Nombre de conversations sur les principaux circuits interurbains de Seine-Inférieure.

Le réseau du Havre va donc s'accroître très lentement, 172 abonnés en 1882, 302 en 1889. A Rouen, le réseau ne compte que 168 abonnés en 1889, il existe par contre environ 250 points desservis par des lignes d'intérêts privés ou des réseaux municipaux.

La cherté du téléphone est aussi dénoncée par la Société Industrielle de Rouen : « Ce qu'il faut, c'est que tous les commerçants et industriels d'une région soient mis, par son bas prix, à portée de se servir

du téléphone. A ce moment-là seulement, la fameuse devise commerciale time is money sera vraie pour nous autres Français » (2).

La Société Industrielle de Rouen va donc s'élever avec force contre le projet de l'Etat qui confierait la « ferme » du téléphone pendant 35 ans à une Compagnie. Elle montre, tout d'abord, que les réseaux d'Etat sont parfaitement rentables, l'exemple du réseau d'Elbeuf, amorti en trois ans d'exploitation est tout à fait significatif. Elle souligne, ensuite, que les réseaux d'Etat, moins onéreux pour les abonnés, ont en moyenne 25 abonnés pour 10 000 habitants contre 14 pour les réseaux de la Société



Téléphone de M. Gower.

Le constructeur américain Gower réalise en 1878 un appareil qui est l'une des premières modifications du téléphone de Bell.

Générale et qu'à un accroissement de prix correspondrait une augmentation significative du nombre des abonnés. Elle présente enfin la situation à l'étranger et montre que l'abonné français serait, si le projet était adopté, dans un état d'infériorité très marquée par rapport à l'abonné étranger.

Pour toutes ces raisons, la Société Industrielle invite les sénateurs et députés du département à combattre fermement le projet de loi et à demander que l'Etat reprenne directement l'exploitation de tous les réseaux téléphoniques. La Société Industrielle décide également de se mettre en rapport avec la Société Industrielle du Nord de la France pour lui demander comment elle avait obtenu la transformation du réseau de Lille exploité d'abord par la Société Générale des Téléphones, en réseau d'Etat.

La longue distance

Après avoir suivi la création des réseaux du Havre et de Rouen exploités par la Société Générale des Téléphones et celui d'Elbeuf exploité par l'Etat, il convient d'évoquer les premières expériences de transmission à longue distance. En décembre 1877, M. Gouault établit la première communication téléphonique à longue distance en Normandie entre Elbeuf et Rouen. S'inspirant sans doute de l'expérience réalisée entre l'Angleterre et la France en novembre 1877, il montre la nette supériorité du téléphone sur les autres moyens de communication à l'aide d'un téléphone Bell relié aux fils télégraphiques. Un peu plus tard, M. Dutertre, maire de la Vaupalière et membre de la Société Industrielle, relie sa commune au chef-lieu de canton avec des téléphones Gower. Dès le début du téléphone, les Normands sont donc persuadés qu'il est indispensable d'interconnecter les réseaux entre eux. L'industriel elbeuvien écrit d'ailleurs en 1883 : « La plupart des intéressés ne voit aucun avantage immédiat à recueillir de cette installation, en effet, l'objet principal est la communication avec Paris » (9).

La presse locale va relater toutes les expériences de téléphonie à longue distance. Les essais se multiplient entre Paris-Rouen, Rouen-Le Havre, Rouen-Dieppe, etc. et, le 1^{er} janvier 1885, le ministre des Postes et Télégraphes, Adolphe Cochery se rend à Rouen pour inaugurer officiellement la première liaison interurbaine française : la ligne Le Havre-Rouen, 92 kilomètres. Cette liaison est construite grâce aux Chambres de Commerce des deux villes qui s'engagent à fournir sur leurs propres deniers un minimum de recettes de 6 000 francs pendant cinq ans afin de couvrir les frais de première installation. La rentabilité est atteinte dès 1889 où la ligne écoule 7 935 communications à 1 franc. Dès lors, tout va très vite et ce,

grâce au dynamisme du service technique des télégraphes de la région de Rouen et des Chambres de commerce locales. Le 1^{er} février 1886, l'Etat met en service la liaison Rouen-Elbeuf-Louviers. Le 8 mai 1887, Le Havre est relié à Paris, c'est au tour de Rouen le 25 juin 1887.

La concession accordée à la Société Générale du Téléphone n'est pas renouvelée en 1889 et l'Etat reprend possession des réseaux du Havre et de Rouen.

Très vite, l'Administration se heurte au problème du financement des nouveaux réseaux car le ministre des Finances refuse d'allouer les crédits nécessaires. Encore une fois, cependant, les Chambres de Commerce reprennent l'initiative, par le biais du système des avances remboursables. Le réseau de Dieppe est construit en 1890, celui de Fécamp en 1891. Les réseaux sont immédiatement mis en communication avec toutes les autres villes du département ainsi qu'avec Paris grâce à la construction de nouveaux circuits interurbains.

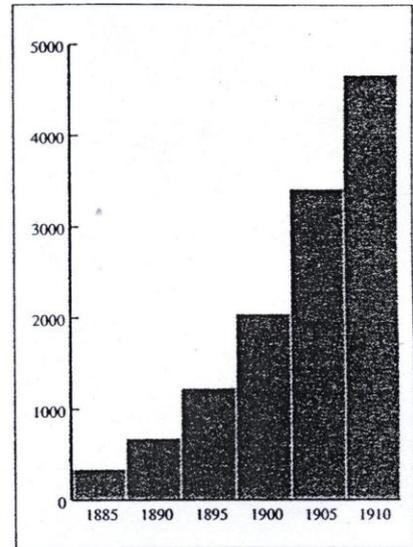
En avril 1891, le ministre prend un arrêté décisif pour le développement du téléphone en Seine-Inférieure : comme pour cinq autres départements, il donne la direction du service téléphonique à un inspecteur-ingénieur. Sous l'autorité du Directeur départemental des Postes et Télégraphes, celui-ci est chargé de l'exploitation et de l'entretien des réseaux : « En raison de l'importance particulière que le service téléphonique a pris dans ces départements, tant à cause du nombre des abonnés que des travaux considérables qui s'effectuent dans les réseaux » (11).

A la fin de l'année 1891, la Seine-Inférieure, avec cinq réseaux urbains principaux et un réseau spécial à conversations taxées, est déjà l'un des départements les plus importants de province. Ses 930 abonnés ont accès, par six circuits interurbains, à tous les réseaux du département et à celui de Paris.

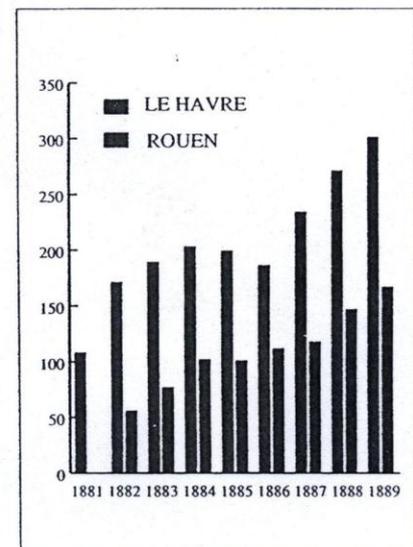
Il peut être intéressant de noter, en guise de conclusion, que le développement du téléphone dans l'actuelle Seine-Maritime ne s'est pas fait au détriment du trafic postal ou télégraphique. En effet, les statistiques présentes dans les rapports du directeur des Postes et Télégraphes pour le Conseil Général montrent que le téléphone est utilisé comme moyen supplémentaire et non comme moyen de remplacement.

Il faut remarquer aussi que le nombre officiel d'abonnés en 1891 est certainement sans aucune mesure avec le nombre réel d'utilisateurs du téléphone : les lignes d'intérêts privés, les réseaux privés et les utilisations domestiques du téléphone sont, alors, innombrables.

Ainsi, la Normandie, de par son dynamisme économique en cette fin du XIX^e siècle, a-t-elle joué un rôle moteur dans l'essor du téléphone, via la mobilisation de ses industriels regroupés dans la très active Société Industrielle de Rouen. ■



Evolution du nombre d'abonnés en Seine-Inférieure



Evolution des réseaux du Havre et de Rouen (Nombre d'abonnés)

(1) Patrice A. Carré « Téléphone et lumière électrique, signes de la modernité » Recherches sur l'histoire des Télécommunications Novembre 1986

(2) Bulletin de la Société Industrielle de Rouen, 1878, 1880, 1887

(3) La Nature, mars 1877

(4) Le Journal de Rouen, 1877, 1879

(5) Bréguet, 1877

(6) Archives départementales de Seine-Maritime, série 6 PP

(7) Le peuple du Havre et son histoire, Jules Legoy

(8) Conseil municipal de Rouen, 1886

(9) L'Industriel elbeuvien, 1883, 1884

(10) Archives municipales du Havre, 1882

(11) Bulletins des PTT, 1891